

Le billet du Huron

Vous avez bien dit : liberté de presse...

« Il n'y a qu'une liberté que je te dis, moi, rien qu'une :
c'est de voir clair d'abord, et puis ensuite d'avoir du
pognon plein les poches ; le reste, c'est du mou ! »
L. F. CELINE (Voyage)

Le Gouvernement réunira à l'automne des Etats généraux de la presse. L'initiative est bienvenue, tant l'avenir de la presse écrite apparaît, dans ce pays, incertain et son existence même menacée. Le plus grand danger pèse sur la presse quotidienne nationale (PQN)° dont la situation ne cesse de se dégrader, en termes de diffusion et de chiffre d'affaires, de recettes publicitaires et de résultats. La poursuite de l'évolution actuelle vaut disparition programmée de la PQN, ce qui, pour autant, ne vaut pas garantie de survie pour la presse quotidienne régionale (PQR), cartellisée, repliée et de plus en plus dominée par des groupes financiers. Mais que la France, haut lieu historique du combat pour la liberté de presse, elle-même, expression du pluralisme démocratique, assiste impavide au naufrage de la presse écrite apparaît assez accablant pour justifier une réflexion collective en forme de sursaut.

Le débat portera moins sur la liberté de presse, inscrite dans le consensus démocratique de ce pays et protégée par des lois qui sont au coeur de l'ordre républicain, que sur ses conditions d'exercice. Car, après tout, pourquoi la liberté de presse et les lois qui la protègent si les conditions économiques faites à la presse en sont le fossoyeur ? On n'est pas loin de la critique marxiste des libertés formelles : à quoi bon la liberté d'entreprendre si le prolétariat n'en a pas le premier sou ? Dégager en touche sur la liberté de presse pour s'en tenir à ses conditions - cadres -coûts de fabrication, diffusion, groupes de presse remplacés par des conglomérats industriels, concurrence du NET et des gratuits- est peut-être expéditif, tant la liberté de presse reste précaire et toujours combattue. Le cas de RSHD, périodique trimestriel depuis près de 40 ans, en est le meilleur exemple.

Car pour survivre pendant ces quatre décennies, il lui a fallu surmonter trois crises provoquées par l'intolérance, la délation de primates, inféodés à l'esprit de cour, résolus à faire taire une voix réputée incontrôlée. Et chaque fois, le scénario a été le même, de pressions en forme d'admonestations et de menaces sur l'éditeur. Chaque fois, l'intimidation est venue d'élus nationaux, aujourd'hui, dans les ténèbres extérieures, mais qui, sans doute, se verraient bien rapporteurs aux Etats-généraux de la presse.

Le premier incident, au cours de ces 40 années, est venu d'une excellence de la République, ministre, qui plus est, de droite. L'homme, du genre despote de confessionnal, entendait faire élire un de ses protégés, brave, sans doute, du genre séminariste recuit, mais incapable de s'exprimer en public. L'éditeur de RSHD qui

s'en était gaussé recevait aussitôt une lettre officielle, en deux paragraphes qu'il

- 14 -

faudra publier. Le premier, dactylographié, le menaçait de délation, alors que le second, manuscrit, s'en excusait. Jésuitisme consommé. L'alternance de 1981 allait mettre un terme à ces basses oeuvres.

Pas pour longtemps. Car quelques années après et le retour des droites, nouveau coup de Trafalgar. L'éditeur trouve un message : le responsable du service, brave homme, aigri par des déboires professionnels, veut le voir pour lui signifier une nouvelle mise en demeure. Il a été convoqué par un dignitaire, plus heureux en nomination qu'en élection et même en sélection républicaine. Pensant, comme il le disait plaisamment, qu'il allait parler « boutique », il arborait une cravate de montreur d'ours, son complet soldé « Belle Jardinière » et une coupe incorporation. Mais, au lieu de parler « boutique », le haut dignitaire aux airs du Topaze de la pension Muche, lui lance : « Vous avez un agitateur... ». Et d'ajouter : « Je n'y suis pour rien. Mais j'ai eu la visite de deux parlementaires venus se plaindre ». L'Histoire n'a pas retenu leur nom, mais, sans doute, seraient-ils venus voir leur interlocuteur pour faciliter l'avancement de l'agitateur s'il les avait lustrés. Ces deux spadassins ont disparu, mais RSHD est resté.

Les menaces n'ont pas cessé, pour autant. La scène se situe dans les travées d'un hémicycle. L'un de ses membres, piètre orateur, inconnu dans son groupe et dans les médias, mais affairiste notoire, surgit, échevelé et livide sous les ors de la République pour saisir une collaboratrice de ministre, apeurée, et lui remettre, gage de notoriété, la dernière livraison de RSHD, présenté comme le manifeste de Wittenberg. Voilà l'éditeur, à nouveau sommé de se taire par un hiérarque, mis au placard pour cause d'alternance de droite, et qui, aussitôt, flaire le militantisme de gauche de RSHD. L'éditeur lui fait comprendre que ce serait trop simple... Quant au plaignant, l'Histoire a oublié son nom. Il aurait pu faire un courrier du lecteur, mais en était, sans doute, incapable. L'édition de RSHD s'est poursuivie. Trois incidents en 40 ans, trois sommations et autant de pressions sur la liberté de presse, si peu sanctuarisée. On en retiendra trois leçons. La première, c'est la survie discrète, mais constante des vieux réflexes d'intolérance et de chantage. Certes, le Cabinet noir a vécu. Mais l'hypocrisie des pressions en gants de velours n'a pas cessé. Enfin, et c'est à la fois l'éminente dignité et la rare vulnérabilité de la presse, en charge du débat public, la louange y est plus facile que le procès, comme si la droite revendiquait la première et la gauche se résignait au second.